



## RESOLUTION DE LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'UNION DEPARTEMENTALE FO DU BAS-RHIN

La CE de l'UD **FO** du Bas-Rhin, réunie le 25 mars 2024, constate que les profits des entreprises du CAC40 se sont élevés à 145 milliards d'euros en 2023. Dans le même temps les fermetures d'entreprises se multiplient, comme Duravit (matériel de salle de bain) à Bischwiller, qui va licencier 193 salariés. Alors que l'inflation ne faiblit pas et impacte les revenus les plus faibles, l'augmentation des salaires reste insuffisante et fait baisser le pouvoir d'achat des salariés, retraités et chômeurs. L'augmentation du SMIC est une nécessité pour entraîner vers le haut les minimas conventionnels.

Dans le contexte du passage à une « économie de guerre », alors qu'il maintient un plan pluriannuel de 413 milliards de dépenses militaires, le gouvernement supprime 10 milliards de crédits dans le budget 2024, annonce 20 milliards de réduction en 2025, la Cour des Comptes en demande 50 milliards.

Ces mesures d'austérité ne peuvent que détruire encore plus les services publics, en particulier l'école et la santé.

Les déclarations de Bruno Le Maire contre « l'État providence » annoncent des mesures de remise en cause des Affections Longue Durée (ALD) et de l'indemnisation du chômage.

Dans le cadre de la simplification des normes, une nouvelle remise en cause du code du travail est préparée.

La CE de l'UD-**FO** du Bas-Rhin soutient les syndicats **FO** et les travailleurs qui se mobilisent et revendiquent :

- L'augmentation des salaires, du point d'indice des fonctionnaires, des retraites et des minima sociaux,
- La création de postes et le recrutement de fonctionnaires en nombre suffisant,
- L'arrêt des plans de licenciements,
- L'abandon du choc des savoirs,
- Le retrait de l'acte 2 de l'inclusion et la défense de l'enseignement spécialisé et adapté.

Face à la gravité des attaques gouvernementales et patronales, la CE de l'UD **FO** du Bas-Rhin estime nécessaire une riposte interprofessionnelle dans l'unité d'action la plus large possible.

L'actualité récente confirme les leçons qu'on peut tirer du siècle dernier : les travailleurs et les peuples sont les seules victimes de la guerre et de ses destructions alors que les capitalistes et les marchands d'armes en tirent d'énormes profits. C'est pourquoi le mouvement syndical agit pour l'unité internationale des travailleurs et pour la paix. Nous nous prononçons pour un cessez le feu sur tous les fronts et en particulier en Ukraine et à Gaza.

Adopté à l'unanimité  
Strasbourg, le 25 mars 2024